

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
19 juillet 2021  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 19 juillet 2021, adressée au Secrétaire général  
par la Représentante permanente de l'Irlande, le Représentant  
permanent du Mexique et la Représentante permanente  
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

En leur qualité de coprésidents du Groupe informel d'experts du Conseil de sécurité chargé de la question des femmes et de la paix et de la sécurité, l'Irlande et le Mexique, en étroite coopération avec le Royaume-Uni, ont l'honneur de vous faire tenir ci-joint une note de synthèse sur la réunion que le Groupe a tenue sur la situation en Somalie (voir annexe).

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

(Signé) Geraldine **Byrne Nason**

Représentante permanente de l'Irlande  
auprès de l'Organisation des Nations Unies

(Signé) Juan Ramón **de la Fuente Ramírez**

Représentant permanent du Mexique  
auprès de l'Organisation des Nations Unies

(Signé) Barbara **Woodward**

Représentante permanente du Royaume-Uni  
auprès de l'Organisation des Nations Unies



**Annexe à la lettre datée du 19 juillet 2021 adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente de l'Irlande, le Représentant permanent du Mexique et la Représentante permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Groupe informel d'experts du Conseil de sécurité chargé de la question des femmes et de la paix et de la sécurité**

**Compte rendu de la réunion sur la situation en Somalie tenue le 30 juin 2021**

Le 30 juin 2021, le Groupe informel d'experts chargé de la question des femmes et de la paix et de la sécurité a organisé une réunion sur la situation en Somalie. Les membres ont entendu un exposé présenté par le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM), James Swan, et le Représentant spécial pour la Somalie de la présidence de la Commission de l'Union africaine et Chef de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), Francisco Caetano José Madeira, accompagnés de collaborateurs de leurs équipes respectives. À la fin de la réunion, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) a présenté une série de recommandations clés et le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit a fait des observations complémentaires.

**Questions posées par les membres du Conseil de sécurité**

Les membres du Conseil de sécurité ont posé des questions sur les enseignements tirés des élections fédérales de 2016 et des récentes élections au « Somaliland », la représentation des femmes dans la fonction publique et dans le secteur de la sécurité, le travail de la MANUSOM en ce qui concerne la participation économique des femmes, les principaux enjeux d'un plan de transition tenant compte des questions de genre et les recommandations visant à renforcer les dispositions sur les femmes et la paix et la sécurité dans le mandat de la MANUSOM. D'autres questions ont porté sur le projet de loi sur les infractions sexuelles, sur l'exactitude ou non de l'information communiquée au sujet des cas de violence sexuelle en Somalie et sur la corrélation entre la violence sexuelle et la disponibilité des armes.

**Principaux points soulevés lors de la réunion**

- Durant le cycle électoral 2016-2017, la représentation des femmes somaliennes dans les deux chambres du Parlement a atteint 24 %, contre 14 % lors des élections précédentes. À la suite d'un intense plaidoyer de la part des partenaires internationaux, les dirigeants somaliens se sont engagés à assurer une participation de 30 % des femmes pour le cycle électoral en cours, mais les modalités d'application de ce quota n'ont pas encore été précisées. Aucune femme n'a été élue au parlement de 82 membres lors des récentes élections législatives au « Somaliland », qui se sont déroulées selon le principe « une personne, une voix », malgré un accord informel visant à inclure des candidates sur les listes des partis. Les élections au « Somaliland » ont démontré que les arrangements informels pour la participation des femmes sont insuffisants et souligné l'importance d'un quota pour la représentation des femmes. Le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie a souligné que, loin d'être un concept imposé de l'extérieur, le quota reflète une décision politique somalienne. Pour atteindre le quota de 30 %, il faut rapidement trouver un mécanisme pour le mettre en œuvre, notamment en réservant des sièges

spécifiques aux femmes, et engager des négociations avec les parties prenantes telles que les chefs de clan qui sont à l'origine de la sélection des sièges et qui invoquent fréquemment la tradition pour justifier l'exclusion des femmes des processus politiques.

- L'Organisation des Nations Unies, de concert avec ses partenaires, prend un certain nombre de mesures concrètes pour aider les femmes à se présenter aux élections, notamment en plaidant pour une réduction des frais de candidature pour les femmes, frais qui s'élèvent actuellement à 20 000 dollars pour les candidats à la chambre haute et à 10 000 dollars pour les candidats à la chambre basse. Lors d'une récente réunion du Conseil consultatif national, le Premier Ministre et les dirigeants des États membres de la fédération ont décidé que ces frais devraient être réduits pour les candidates, mais qu'il fallait poursuivre la sensibilisation pour que cette décision se traduise en politique. La MANUSOM préconise également la participation des organisations de la société civile à la sélection des représentants qui choisiront en fin de compte les membres du parlement. En outre, la Mission a soutenu la mise en place d'un programme d'ambassadeurs de bonne volonté pour plaider en faveur de la participation des femmes.
- Les femmes actives dans le système politique sont plus susceptibles que les hommes d'être victimes de harcèlement et de violence pendant la période électorale, des candidates ayant été enlevées et tuées par le passé. Des bureaux de la situation des femmes, dotés d'agents de police spécialement formés, seront créés dans chacun des centres d'opérations de sécurité communs situés dans les lieux de vote et offriront aux femmes la possibilité de signaler les violences, notamment la violence sexuelle et fondée sur le genre. Des centres d'appel pour les candidates sont également prévus, l'un d'eux ayant déjà été créé en coopération avec le Ministère de la femme et de la promotion des droits humains. Les centres offrent un guichet unique aux candidates pour signaler les obstacles qu'elles rencontrent dans le processus électoral.
- Plusieurs cas poignants de violence à l'égard des femmes et des filles ont provoqué une onde de choc en Somalie ces derniers mois : une fillette de 11 ans assassinée, dont les restes ont été découverts dans une marmite ; une femme tuée simplement parce qu'elle a demandé le divorce à son mari ; une jeune femme enceinte, déjà mère de cinq enfants, retrouvée morte et mutilée dans un buisson ; et le viol collectif d'une jeune fille de 15 ans par environ 13 hommes armés de couteaux, qui l'ont gardée en captivité pendant deux jours. Dans certains de ces cas, les auteurs présumés ont été arrêtés, mais il est nécessaire de suivre constamment la situation pour garantir que les auteurs soient finalement traduits en justice, ce qui est rarement le cas.
- Le nombre de cas de violence sexuelle liée aux conflits signalés par l'ONU en 2020 a presque doublé par rapport à 2019, malgré un climat de sous-déclaration chronique dû à la honte, à la stigmatisation, à la peur des représailles, au manque d'accès et aux normes culturelles qui limitent les perspectives conjugales et économiques des victimes de viols. Les 419 cas confirmés en 2020 concernaient 400 filles, 12 femmes et 7 garçons et peuvent être attribués principalement aux milices de clan et aux Chabab, la Police somalienne, l'Armée nationale somalienne, les forces de sécurité du Djoubaland et les forces du Puntland étant également impliquées. Au cours du premier trimestre de 2021, plus de 100 cas de violence sexuelle à l'encontre de filles ont été confirmés par l'ONU. L'ONU suit les cas de violence sexuelle grâce aux arrangements de suivi, d'analyse et de communication de l'information, au mécanisme de surveillance et de communication de l'information sur les violations graves commises contre les

enfants en situation de conflit armé et à la base de données du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. L'AMISOM dispose d'une ligne téléphonique par laquelle les victimes peuvent signaler en toute confidentialité les cas de violence sexuelle.

- La grande majorité des cas de violence fondée sur le genre signalés concernaient des personnes déplacées qui sont exposées à des risques accrus dans des zones d'installation dépourvues de mesures de sécurité et de services adéquats. Les modes de violence sexuelle sont souvent liés aux conflits intercommunautaires concernant les ressources, à la militarisation, à la propagation des armes légères et de petit calibre, à la fragilité des institutions et à la normalisation de la violence fondée sur le genre, et sont encore aggravées par la pandémie et les perturbations qu'elle entraîne dans les écoles et les services. La violence sexuelle, principalement le mariage forcé, continue d'être utilisée comme tactique de domination dans les zones sous le contrôle de fait des Chabab, forçant ainsi de nombreuses familles et communautés à fuir leurs terres.
- L'adoption d'un projet de loi solide sur les infractions sexuelles est au point mort et se heurte à une forte résistance. En 2020, on a enregistré quatre tentatives de réduire les protections pour les femmes et les filles, y compris des efforts pour réduire l'âge de la majorité pour les filles dans la constitution et pour présenter le projet de loi régressif sur les crimes liés aux rapports sexuels, l'effort entrepris au « Somaliland » pour présenter le projet de loi sur le viol, la fornication et autres infractions sexuelles et des propositions inquiétantes de modifications au projet de loi sur les droits de l'enfant. Deux faits positifs sont à noter : le début de la rédaction d'un projet de loi sur les infractions sexuelles au Djoubaland et l'adoption par le gouvernement d'un projet de loi criminalisant les mutilations génitales féminines au Puntland.
- La plupart des cas de violence sexuelle sont traités selon les pratiques coutumières, qui mettent l'accent sur le bien-être du clan plutôt que sur les droits des victimes. En mars 2020, dans une affaire de viol de fillettes âgées de 3 et 4 ans, 15 individus qui avaient été initialement arrêtés ont été libérés pour absence de preuves. La faiblesse des institutions publiques continue d'entraver la lutte contre l'impunité. La police de l'AMISOM a contribué à la mise en place d'un service d'accueil pour les femmes dans les commissariats de police de plusieurs villes et a encadré des milliers de policiers et de militaires somaliens, les questions de genre et la protection des femmes constituant un élément essentiel de cet encadrement.
- Le fait de planifier, de diriger ou de commettre des actes de violence sexuelle et fondée sur le genre constitue un critère distinct d'inscription sur la liste au titre du régime des sanctions contre la Somalie, mais aucune des listes établies à ce jour n'inclut ces crimes. Dans le cadre du mandat actuel du Groupe d'experts sur la Somalie, le Conseil de sécurité demande directement au Secrétaire général d'inclure des spécialistes des questions de genre. Or, dans la composition actuelle du Groupe, aucun expert ne s'occupe spécifiquement et exclusivement des questions de genre.
- La politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme en cas d'appui de l'ONU à des forces de sécurité non onusiennes est un point d'entrée pour l'évaluation des risques pour les différentes forces de sécurité et comprend des mesures d'atténuation telles que des codes de conduite et la formation. En 2020, plus de 1 700 membres de l'armée et de la police ont reçu cette formation.
- Le taux de mortalité maternelle est supérieur à 682 pour 100 000 naissances, et une femme sur 1 000 âgée de 15 à 49 ans mourra des suites de complications

liées à la grossesse. On estime que 99 % d'entre elles ont subi des mutilations génitales féminines.

- L'importance des femmes dans le développement du pays figure en bonne place dans le plan-cadre de coopération des Nations Unies. La MANUSOM s'emploie à faire progresser une proposition soumise au Fonds pour la consolidation de la paix qui sera axée sur les femmes et la paix et la sécurité, notamment le renforcement de la participation des femmes à la consolidation de la paix en Somalie et la protection de leurs droits humains.
- L'AMISOM prend en compte les questions de genre dans l'exécution de son mandat, conformément à la résolution [2568 \(2021\)](#) du Conseil de sécurité, et a élaboré une stratégie en matière de genre en 2012. Dans la stratégie, quatre domaines d'action sont définis, à savoir : prévenir toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles en situation de conflit ou consécutive à un conflit ; promouvoir la participation égale des femmes à la prise de décision en matière de paix et de sécurité aux niveaux local, national et international et au sein même de l'AMISOM ; protéger les droits des femmes en situation de conflit ; et veiller à ce que les besoins propres aux femmes et aux filles en matière de secours et de relèvement soient satisfaits. L'AMISOM a élaboré plusieurs documents d'orientation et instructions permanentes pour faire progresser les questions relatives aux femmes, notamment en matière de prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles. La Mission a également intégré les questions de genre dans les formations pour le redéploiement et la formation dispensée en cours de mission et veille à ce que tous les pays fournisseurs de contingents déploient des spécialistes des questions de genre. Avant toute opération majeure, l'AMISOM procède à une évaluation des risques quant aux conséquences éventuelles pour les civils, en particulier pour les femmes, les filles et les garçons, et met en place les mesures d'atténuation nécessaires. La Mission s'est dotée d'une cellule des questions de genre en 2012 et d'une cellule de protection des femmes en 2015. Les deux cellules, dont le personnel est constitué de trois femmes, contribuent à la mise en œuvre de la stratégie en matière de genre. L'AMISOM a fourni un soutien technique pour l'élaboration de diverses politiques sur les questions liées au genre, notamment la politique nationale en matière de genre et le plan d'action national sur la mise en œuvre de la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité.

### Recommandations

Les recommandations ci-après ont été formulées par ONU-Femmes, qui assure le secrétariat du Groupe informel d'experts<sup>1</sup> :

- a) Eu égard aux négociations à venir sur le mandat de la MANUSOM, le Conseil de sécurité devrait conserver toutes les références existantes aux femmes et à la paix et à la sécurité, tant dans le préambule que dans le dispositif de la résolution [2540 \(2020\)](#), notamment en ce qui concerne le quota de sièges pour les femmes au Parlement fédéral somalien, le projet de loi sur les infractions sexuelles et la mise en œuvre du communiqué conjoint de la République fédérale de Somalie et de l'ONU sur la prévention de la violence sexuelle, ainsi que l'adoption et la mise en œuvre du nouveau plan d'action national visant à mettre fin aux violences sexuelles commises en période de conflit. En outre, dans le dispositif de la résolution relative au nouveau mandat de la MANUSOM, le Conseil devrait envisager d'insérer ce qui suit :

<sup>1</sup> Ces recommandations ont été proposées par des participants à la réunion ou tirées de la note d'information établie par le secrétariat du Groupe informel d'experts avant la réunion, et ne constituent pas des recommandations du Groupe dans son ensemble ou des membres du Conseil.

*Demande* à la MANUSOM de continuer à prendre pleinement en compte les considérations de genre comme une question transversale tout au long de son mandat et d'intensifier ses efforts pour soutenir et consulter les organisations féminines de la société civile et collaborer avec elles, à tous les niveaux et dans tous ses domaines d'action ;

*Exhorte* la MANUSOM à poursuivre son plaidoyer en faveur des droits politiques des femmes, notamment auprès du Gouvernement fédéral somalien et des autorités des États membres de la fédération, des dirigeants des partis politiques, des parlementaires, des anciens des clans et des médias, et demande à l'Organisation des Nations Unies et à la communauté internationale d'encourager le Gouvernement fédéral à veiller à promouvoir et à inscrire les droits politiques et l'égalité de représentation et de participation des femmes à la vie publique, aux postes de direction et à la prise de décision dans la Constitution révisée, ainsi que dans les lois relatives aux élections et aux partis politiques ;

*Exhorte également* le Gouvernement fédéral somalien à reconnaître les efforts et la contribution des femmes à la consolidation de la paix et à créer un environnement propice à la participation active et significative des femmes, notamment aux processus officiels et à la prise de décision ;

*Exhorte en outre* le Gouvernement fédéral somalien à accélérer la mise au point, l'adoption et la mise en œuvre de son plan d'action national pour les femmes et la paix et la sécurité, en étroite coopération avec la société civile, ainsi que l'adoption du nouveau plan d'action national pour la mise en œuvre du communiqué conjoint sur la prévention de la violence sexuelle ;

*Exhorte* le Gouvernement fédéral somalien à ratifier et à mettre en œuvre la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, et à adopter une législation visant à criminaliser la violence sexuelle et fondée sur le genre, y compris les mutilations génitales féminines, le viol conjugal et le mariage des enfants ;

*Exhorte également* le Gouvernement fédéral somalien à mener les enquêtes voulus et à poursuivre sans délai tous les cas signalés de violence sexuelle et fondée sur le genre, y compris ceux perpétrés par le personnel de sécurité, en se fondant sur une approche centrée sur les victimes, renforçant ainsi une politique de tolérance zéro pour ces violations ;

*Demande* au Gouvernement fédéral somalien de respecter ses engagements en matière d'intégration des questions de genre dans les institutions du secteur de la sécurité, notamment en élaborant et en mettant en œuvre des stratégies en matière de genre dans toutes les institutions du secteur de la sécurité, comme le prévoit le pacte de sécurité nationale, et en augmentant la participation et le rôle des femmes dans les secteurs de la sécurité et de la défense ;

b) Lors des négociations relatives au renouvellement du mandat de l'AMISOM plus tard en 2021, le Conseil de sécurité devrait conserver toutes les dispositions existantes sur les femmes et la paix et la sécurité dans la résolution [2568 \(2021\)](#) et demander une analyse des questions de genre et des consultations avec les organisations de femmes pour éclairer le transfert des responsabilités en matière de sécurité aux autorités somaliennes ;

En outre, les coprésidents et les autres membres du Conseil devraient :

c) Suivre de près et défendre fermement l'application du quota de 30 % de représentation des femmes dans tous les comités de gestion électorale et lors des prochaines élections à la chambre haute et à la chambre basse, et plaider pour l'insertion du quota dans la constitution révisée, le recours aux sièges réservés et la

mise en œuvre de la décision de réduire les frais d'inscription pour les candidates. Les membres du Conseil devraient également demander instamment aux autorités somaliennes de garantir la sécurité des candidates, notamment en déployant des policières formées dans les bureaux de vote aux fins de surveillance et d'intervention rapide, et en assurant une protection rapprochée aux candidates ;

d) Exhorter le Gouvernement fédéral somalien à promulguer le projet de loi initial sur les infractions sexuelles de 2018 et les autorités du « Somaliland » à rejeter le projet de loi sur le viol, la fornication et autres infractions sexuelles ;

e) Aider le Gouvernement fédéral somalien à renforcer les capacités d'enquête et de poursuite aux niveaux fédéral et régional en ce qui concerne la violence sexuelle et fondée sur le genre, notamment par la mise en place de services d'assistance appropriés dans les commissariats de police, et entreprendre des efforts pour sensibiliser les différentes parties prenantes, notamment les chefs religieux et traditionnels, les autorités locales, le système judiciaire et les forces de l'ordre, à la violence sexuelle et fondée sur le genre ;

f) Aider le Gouvernement fédéral somalien à accroître les moyens dont disposent les forces de sécurité somaliennes pour faire respecter la réglementation en vigueur et la surveillance civile, à créer des mécanismes de suivi et de réponse aux pertes civiles et à rendre opérationnelle la Commission nationale somalienne des droits de l'homme ;

g) Demander au Gouvernement fédéral somalien et à ses partenaires internationaux d'augmenter les investissements et de réserver des ressources pour soutenir la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité ;

h) Fournir un financement plus durable et prévisible aux organisations féminines de la société civile et augmenter le financement des services destinés aux victimes de violence sexuelle et fondée sur le genre, y compris le soutien médical et psychosocial et l'aide à la subsistance ;

i) Inviter la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit à présenter des exposés au Comité des sanctions et demander au Secrétaire général de nommer un spécialiste des questions de genre auprès du Groupe d'experts, conformément à la résolution [2552 \(2020\)](#) et, le cas échéant, d'augmenter le nombre d'experts dans le cadre du nouveau mandat.

Les coprésidents ont remercié le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie et Chef de la MANUSOM, le Représentant spécial pour la Somalie de la présidence de la Commission de l'Union africaine et Chef de l'AMISOM ainsi que tous les participants et se sont engagés à assurer le suivi des questions importantes soulevées lors de la réunion.